



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

Conditions d'accès au réseau pour les nouvelles dessertes autour des canalisations de raccordement d'installations de biométhane

Date de la contribution : 04/05/2020

Observations de la FNCCR

En préambule, la FNCCR rappelle qu'elle exprime le point de vue de ses membres exerçant les compétences d'autorités organisatrices de la distribution publique de gaz (AOD) ou ayant la nature d'entreprises publiques. Elle rappelle également que les autorités organisatrices de la distribution publique de gaz sont propriétaires des ouvrages, mettent en place les nouvelles concessions et contrôlent la bonne application du contrat de concession.

La FNCCR note avec satisfaction les orientations prises par la CRE concernant les potentielles dessertes en gaz nouvelles à la faveur des raccordements de sites de production de biométhane sur leur territoire. En effet, le raccordement de tels sites représente en moyenne une longueur de 15 km et rend pertinente l'extension du service de distribution à d'autres usagers consommateurs.

Concernant l'exercice de cette compétence d'autorité organisatrice par ses adhérents, la FNCCR œuvre pour favoriser cet exercice par des structures de grande taille dans le but d'optimiser les paramètres technico-économiques de la poursuite de la desserte en gaz de nouvelles communes, *a priori* rurales et/ou de zones d'activité existantes ou à venir. Dans ce cadre, elle s'interroge sur la pertinence dans la consultation d'évoquer une hiérarchisation des GRD indépendamment des contrats les liant aux AOD qui, par définition maillent déjà le territoire.

Toutefois, au regard des situations très hétérogènes voire exotiques ou singulières sur le terrain, il semble que la CRE ait cherché à aller vers la simplicité. Le dispositif proposé paraît compréhensible et assez clair pour sa mise en œuvre.

La FNCCR porte l'attention de la CRE sur le contexte actuel qui rend difficile la consultation de l'ensemble de ses adhérents dans le délai imparti et regrette que cette consultation n'ait pas fait l'objet d'un report d'échéance.

Sans contrepartie financière, ces dispositions déséquilibrent encore un peu plus les rapports villes/campagnes. Dès lors, la FNCCR estime nécessaire de mettre en place des mesures correctives.

Question 1 :

Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte » ?

La FNCCR note que les dispositions envisagées par la CRE semblent simples et compréhensibles. Elles devraient permettre de créer de nouvelles dessertes dans des conditions économiques satisfaisantes et de traiter de



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

manière identique une nouvelle DSP, qu'elle soit raccordée directement à une concession ou DSP existante ou encore à une canalisation de biométhane.

Cela étant, pour la FNCCR, les dispositions relatives à l'article L2224-31 III et le principe d'égalité de traitement des utilisateurs de réseau plaident pour l'unicité de GRD par DSP. Dès lors, la FNCCR considère que l'actif « canalisation hors zone de desserte » doit être mis à disposition de la nouvelle DSP par l'AOD de rang N dans le cadre d'une convention à définir.

La partie de canalisation de « biométhane hors zone de desserte » du GRD de rang 1 et implantée sur le territoire de desserte du GRD de rang 2 ne doit pas être transférée à la nouvelle zone de desserte.

Ce dispositif permettra ainsi de maîtriser le B/I de nouvelles dessertes, en n'intégrant pas le rachat au méthaniseur d'une partie de conduite qui a pu être, en outre, subventionnée, et de ne pas freiner des projets d'injection dont la rentabilité ne serait plus atteinte

Au préalable, comme le rappelle la CRE, le statut, le traitement comptable et les conditions d'exploitation des canalisations « biométhane hors zone de desserte » devra être clarifié :

- Aspects juridiques : mécanismes de propriété, de remise des ouvrages par le méthaniseur et de reprise par le GRD,
- Aspects comptables : modalités de valorisation dans les bases d'actifs régulés des GRD de ces nouveaux actifs, et par suite la prise en compte des réfections et les montants pris en charge par les méthaniseurs,
- Aspects exploitation : organisation permettant de sécuriser les activités de surveillance et maintenance sur l'ensemble de la canalisation de « biométhane hors zone de desserte.

Question 2 :

Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 » ?

La prise en compte dans l'assiette des seules consommations, favorise l'étude d'un tracé permettant un raccordement de nouveaux usagers par le GRD de rang N.

Ce faisant, les AOD seraient invitées à développer de nouvelles DSP auprès des communes traversées par les canalisations.

Ceci étant, la FNCCR souhaite que des dispositions soient prises en faveur de retombées économiques ou financières pour les territoires concernés par le développement de sites de production de biométhane. C'est pourquoi elle demande que l'économie des nouvelles dessertes soit soutenue par une répartition juste des rémunérations et tarifs, fonction des charges supportées *in fine* par les clients.



SERVICES PUBLICS LOCAUX
DE L'ÉNERGIE, DE L'EAU,
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DES E-COMMUNICATIONS

La FNCCR note que pour mettre en place ce dispositif, il faudra comptabiliser les consommations en entrée et sortie de la DSP et donc créer des interfaces de comptage des flux via un ou plusieurs postes entre la canalisation de biométhane et le réseau de distribution de la nouvelle DSP. Ce comptage favorisera la mesure de l'impact d'un site d'injection sur l'équilibre du réseau et potentiellement sa rémunération au travers d'autres mécanismes.

Question 3 :

Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane, à savoir que l'ensemble des futurs GRD soit considéré du même rang « n+1 » par rapport au GRD de rang « n » auquel la canalisation de biométhane est raccordée ?

Il semble que cette question n'a de sens que si les nouvelles communes ainsi raccordées ne délèguent pas leur compétence à l'AOD propriétaire du réseau amont. La prise en compte par la CRE de ce préalable pourrait rendre inopérantes et ainsi résoudre les questions 3 et 4.

A défaut, la FNCCR renvoie à sa réponse à la question 2.

Question 4 :

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ?

Même réponse que pour la question 3.